

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/204772]

20 JUILLET 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 23 mars 2012 portant création d'un Fonds d'impulsion pour la médecine générale et fixant ses modalités de fonctionnement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi coordonnée du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, l'article 36*duodecies*, alinéa 3, inséré par la loi-programme du 24 juillet 2008;

Vu l'arrêté royal du 23 mars 2012 portant création d'un Fonds d'impulsion pour la médecine générale et fixant ses modalités de fonctionnement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 janvier 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 février 2017;

Vu l'avis de la Commission wallonne de la santé, donné le 17 mars 2017;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 61.468/2 du Conseil d'État, donné le 31 mai 2017, en application de l'article 84,

§ 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Sur la proposition du Ministre de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art.2. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 mars 2012 portant création d'un Fonds d'impulsion pour la médecine générale et fixant ses modalités de fonctionnement, les modifications suivantes sont apportées :

a) le paragraphe 1^{er} est complété par les mots : « sur le territoire de la région de langue française »;

b) le paragraphe 2, 2°, est complété par les mots : « et doit être situé sur le territoire de la région de langue française »;

c) au paragraphe 2, les 3° et 4° sont remplacés par ce qui suit :

« 3° la date d'installation : la date à laquelle le médecin généraliste s'inscrit pour participer au service de garde de médecine générale comme défini à l'article 1^{er}, 3°, de l'arrêté royal du 8 juillet 2002 fixant les missions confiées aux Cercles de médecins généralistes ou, si cette inscription a déjà eu lieu, la date communiquée lors de l'accomplissement des formalités liées à l'identification telles que visées à l'article 20;

4° groupement : ensemble de médecins de médecine générale qui comprend au moins deux médecins généralistes agréés, qui confirment dans une convention écrite qu'ils collaborent soit au même lieu d'installation, soit à différents lieux d'installation qui se situent sur le territoire de la région de langue française »;

d) dans le paragraphe 2, 5°, les mots " une installation faite dans les quatre ans » sont remplacés par les mots « installation sur le territoire de la région de langue française faite dans les cinq ans »;

e) dans le paragraphe 2, 6°, le mot « zone » sera chaque fois remplacé par le mot « commune »;

f) le paragraphe 2 est complété par les 7° à 13° rédigés comme suit :

« 7° l'Agence : l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles telle qu'instituée par l'article 2 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé;

8° la Plate-forme wallonne : plate-forme wallonne d'échange électronique des données de santé ressortissant de la compétence de la Région reconnue par les articles 418/3 à 418/14 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé;

9° être connecté à la Plate-forme wallonne : avoir publié au moins un dossier santé électronique résumé dans le coffre-fort de la Plate-forme wallonne;

10° le dossier médical électronique labellisé : le dossier géré selon les critères de l'arrêté royal du 6 février 2003 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités accorde une intervention financière aux médecins pour l'utilisation de la télématique et pour la gestion électronique des dossiers médicaux;

11° le dossier médical global : le dossier détaillé d'un patient dans lequel le médecin généraliste conserve toutes les informations importantes et toutes les données médicales relatives à sa santé;

12° le Ministre : le Membre du Gouvernement wallon qui a la santé dans ses attributions;

13° les Cercles des médecins généralistes : les cercles des médecins généralistes agréés sur la base de l'arrêté royal du 8 juillet 2002 fixant les missions confiées aux cercles de médecins généralistes. ".

Art. 3. Les articles 2 et 3 du même arrêté sont abrogés.

Art. 4. L'article 4 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. § 1^{er}. L'intervention du Fonds d'impulsion consiste en l'octroi unique d'un montant de 20.000 euros pour une nouvelle installation d'un médecin généraliste agréé en pratique individuelle ou en groupement dans une commune du territoire de la région de langue française qui répond aux critères et selon les modalités fixées dans la disposition de l'alinéa 2.

L'installation a lieu dans une commune qui répond à l'un des critères suivant :

1° il s'agit d'une zone délimitée dans le cadre de la politique des grandes villes comme définie à l'annexe de l'arrêté royal du 4 juin 2003 déterminant les zones d'action positive des grandes villes en exécution de l'article 145²⁵, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992 dans sa version en vigueur au 31 décembre 2011.

2° il s'agit d'une commune avec :

- a) soit moins de 90 médecins généralistes par 100 000 habitants;
- b) soit moins de 125 habitants par km² et moins de 120 médecins généralistes par 100 000 habitants;
- c) soit moins de 75 habitants par km² et moins de 180 médecins généralistes par 100 000 habitants.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'intervention est fixée à 25.000 euros lorsque la nouvelle installation est située :

- a) soit dans une commune dont la densité de médecins est inférieure à 50 médecins généralistes par 100 000 habitants quelle que soit la densité de population;
- b) soit dans une commune dont, d'une part, la densité de médecins est inférieure à 90 médecins généralistes par 100 000 habitants et, d'autre part, une densité de population inférieure à 125 habitants par km²;
- c) soit dans une commune dont, d'une part, la densité de médecin est inférieure à 120 médecins généralistes par 100 000 habitants et, d'autre part, une densité de population inférieure à 75 habitants par km².

§ 2. La liste des communes où l'installation peut faire l'objet de l'octroi du montant visé au paragraphe 1^{er} du présent article est établie par l'Agence sur base des critères ci-avant décrits.

L'Agence transmet celle-ci avant le 15 février aux cercles des médecins généralistes.

Dans les trente jours qui suivent cette notification, les Cercles peuvent introduire une demande motivée établissant l'existence de facteurs modifiant considérablement l'estimation de la densité médicale et qui n'auraient pas été pris en compte par les critères et qui permettraient de modifier le statut d'une commune située dans leur zone.

La demande de dérogation est adressée à l'Agence qui est chargée d'instruire le dossier.

Le Ministre statue sur la demande dans les quarante jours de la réception de la demande. ».

Art. 5. A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- a) le mot « zones » est chaque fois remplacé par le mot « communes »;
- b) l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 6. A l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- a) les paragraphes 1^{er} et 2 sont abrogés;
- b) dans le paragraphe 3, le mot " zone " est remplacé par le mot " commune ".

Art. 7. L'article 7 du même arrêté est abrogé.

Art. 8. A l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Un médecin généraliste agréé individuel ou un médecin généraliste agréé faisant partie d'un groupement peut prétendre à l'intervention visée à l'article 8, pour autant que celui-ci ou le groupement utilise un dossier médical électronique labellisé et soit connecté à la Plate-forme wallonne. »;

2° dans le paragraphe 2, la phrase « Pour le regroupement visé au paragraphe 1^{er}, l'accord de coopération écrit qui a été conclu entre les médecins généralistes agréés du regroupement doit régler au moins les modalités suivantes : » est remplacé par la phrase « Pour le groupement visé au paragraphe 1^{er}, la convention écrite qui a été conclue entre les médecins généralistes agréés du groupement doit régler au moins les modalités suivantes : »;

3° dans le paragraphe 2, 5°, les mots « l'accord de coopération » sont remplacés par les mots « la convention ».

Art. 9. A l'article 11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « 31 mai »;
- 2° dans le paragraphe 1^{er}, le mot « écoulée » est remplacé par le mot « précédente »;
- 3° Le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. L'Agence peut fixer les modalités d'application selon lesquelles il est demandé au médecin généraliste agréé individuel de fournir une preuve du paiement des salaires et des cotisations de sécurité sociale ainsi qu'une déclaration sur l'honneur ou la preuve selon laquelle le médecin agréé individuel utilise un dossier médical électronique labellisé et est connecté à la Plate-forme wallonne.

L'Agence détermine le contenu et la forme d'un formulaire de demande qui est utilisé lors de l'introduction de la demande visée aux paragraphes 2 et 3. ».

Art. 10. A l'article 12 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « un regroupement » sont remplacés par les mots « des médecins généralistes faisant partie d'un groupement »;
- 2° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « 31 mai »;
- 3° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « ce regroupement » sont remplacés par les mots « ce groupement »;
- 4° dans le paragraphe 1^{er}, le mot " écoulée " est remplacé par le mot " précédente ";
- 5° dans le paragraphe 2, les mots " d'un regroupement " sont remplacés par les mots " des médecins généralistes faisant partie d'un groupement ";
- 6° dans le paragraphe 2, 1°, les mots « l'accord de coopération écrit visé » sont remplacés par les mots « la convention écrite visée »;

7° dans le paragraphe 2, 3°, les mots « du regroupement » sont remplacés par les mots « faisant partie du groupement » et les mots « par le regroupement » sont remplacés par les mots « par le groupement »;

8° dans le paragraphe 3, les mots « par le regroupement » sont remplacés par les mots « par le groupement »;

9° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. L'Agence peut fixer les modalités d'application selon lesquelles il est demandé au groupement de :

- 1° fournir une preuve du paiement des salaires et des cotisations de sécurité sociale;
- 2° fournir une déclaration sur l'honneur ou la preuve selon laquelle les médecins généralistes agréés du groupement utilisent un dossier médical électronique labellisé et sont connectés à la Plate-forme.

L'Agence détermine le contenu et la forme d'un formulaire de demande qui doit être utilisé lors de l'introduction de la demande visée aux paragraphes 2 et 3. ».

Art. 11. A l'article 13 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, 1°, les mots « 6.047 euros » sont remplacés par les mots « 6.300 euros »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, 2°, les mots « en cas d'accord de coopération concernant » sont remplacés par les mots « lorsqu'il s'agit d'une convention entre », les mots « 6.047 euros » sont remplacés par les mots « 6.300 euros », les mots « au sein du regroupement » sont remplacés par les mots « au sein du groupement » et les mots « l'accord de coopération » sont remplacés par les mots « la convention »;

3° dans le paragraphe 2, le mot « regroupement » est remplacé par le mot « groupement »;

4° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « si un regroupement » sont remplacés par les mots « si un groupement »;

5° dans le paragraphe 4, les mots « 30 juin » sont chaque fois remplacés par les mots « 31 mai ».

Art. 12. A l'article 14 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « du regroupement » sont remplacés par les mots « du groupement » et il est complété par la phrase suivante : « Un médecin généraliste agréé individuel ou un médecin généraliste agréé faisant partie d'un groupement peut prétendre à l'intervention visée au chapitre 4, pour autant que celui-ci ou le groupement utilise un dossier médical électronique labellisé et soit connecté à la Plate-forme wallonne. »;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 13. A l'article 15 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « le 30 juin » sont remplacés par les mots « le 31 mai » et le mot « écoulée » est remplacé par le mot « précédente »;

2° dans le paragraphe 2, 3°, les mots « l'accord de coopération écrit visé » sont remplacés par les mots « la convention écrite visée »;

3° il est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. L'Agence peut fixer les modalités d'application selon lesquelles il est demandé au médecin généraliste agréé individuel ou faisant partie d'un groupement de fournir une preuve du paiement des coûts du service de télésecrétariat ainsi qu'une déclaration sur l'honneur ou la preuve selon laquelle le médecin agréé, soit individuellement soit par le groupement, utilise un dossier médical électronique labellisé et est connecté à la Plate-forme wallonne. ».

Art. 14. Dans l'article 16 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots « 3.474 euros » sont remplacés par les mots « 3.700 euros »;

b) dans l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « 3.474 euros » sont remplacés par les mots « 3.700 euros » et les mots « à l'accord de coopération » sont remplacés par les mots « à la convention »;

c) il est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Les montants visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, sont adaptés au 1^{er} janvier de chaque année sur base de l'évolution, entre le 31 mai de l'avant-dernière année et le 31 mai de l'année précédente, de la valeur de l'indice santé visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 8 décembre 1997 fixant les modalités d'application pour l'indexation des prestations dans le régime de l'assurance obligatoire soins de santé. ».

Art. 15. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre 4/1, comportant l'article 16/1, rédigé comme suit :

« CHAPITRE IV/1 - Contrôle

Art. 16/1. L'évaluation qualitative et le contrôle administratif et financier de l'utilisation de l'intervention du Fonds d'impulsion par les médecins généralistes bénéficiaires sont exercés par les fonctionnaires et agents désignés par l'Agence.

Ils ont libre accès aux locaux du siège du lieu d'activité principale et ont le droit de consulter sur place les pièces et documents qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leur mission. ».

Art. 16. Les articles 17 à 19 du même arrêté sont abrogés.

Art. 17. L'article 20 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 20. Pour être recevable, la demande d'intervention pour le Fonds d'impulsion est introduite par un médecin qui répond aux conditions d'agrément visées à l'article 1^{er}, § 2, 1°, et qui a rempli les formalités liées à son identification exigées par l'Institut national d'assurance maladie invalidité. ».

Art. 18. L'article 21 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 21. La demande d'intervention du Fonds d'impulsion est transmise exclusivement à l'Agence. ».

Art. 19. Dans l'article 22 du même arrêté, les mots « ou du même groupement » sont remplacés par les mots « ou du médecin faisant partie du groupement ».

Art. 20. Dans le même arrêté, il est inséré un article 22/1 rédigé comme suit :

« Art. 22/1. Le Ministre peut établir des conventions avec une ou plusieurs structures d'appui en vue d'assurer un accompagnement administratif et personnalisé aux bénéficiaires potentiels d'intervention du Fonds d'impulsion. ».

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le dixième jour après sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 5 qui entre en vigueur cinq ans après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 22. Le Ministre de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 juillet 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/204772]

20 JULI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 2012 tot oprichting van een Impulsfonds voor de huisartsengeneeskunde en tot vaststelling van de werkingsregels ervan

De Waalse Regering,

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 36duodecies, derde lid, ingevoegd bij de programmawet van 24 juli 2008;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 maart 2012 tot oprichting van een Impulsfonds voor de huisartsengeneeskunde en tot vaststelling van de werkingsregels ervan;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 januari 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 februari 2017;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne de la santé"(Waalse gezondheidscommissie), gegeven op 17 maart 2017;

Gelet op het rapport opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 61.468/2 van de Raad van State, gegeven op 31 mei 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 maart 2012 tot oprichting van een Impulsfonds voor de huisartsengeneeskunde en tot vaststelling van de werkingsregels ervan worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) paragraaf 1 wordt aangevuld als volgt : « in het Franse taalgebied »;

b) paragraaf 2, 2°, wordt aangevuld als volgt : « en moet in het Franse taalgebied gelegen zijn; »;

a) in paragraaf 2 worden 3° en 4° vervangen als volgt :

3° installatiedatum : de datum waarop de huisarts zich inschrijft voor deelname aan de huisartsenwachtdienst zoals bepaald in artikel 1, 3°, van het koninklijk besluit van 8 juli 2002 tot vaststelling van de opdrachten verleend aan huisartsenkringen of, als deze inschrijving al is gebeurd, de datum meegedeeld bij de vervulling van de formaliteiten verbonden aan de identificatie zoals bedoeld in artikel 20;

4° groepering : groepering van algemeen geneeskundigen die minstens twee erkende huisartsen bevat die in een schriftelijke overeenkomst bevestigen dat ze samenwerken, hetzij op dezelfde installatieplaats hetzij op verschillende installatieplaatsen die zich bevinden in het Franse taalgebied";

d) in paragraaf 2, 5°, worden de woorden "een installatie binnen vier jaar" vervangen door de woorden "een installatie in het Franse taalgebied binnen vijf jaar";

e) in paragraaf 2, 6°, wordt het woord "zone" telkenmale vervangen door het woord "gemeente";

f) paragraaf 2 wordt aangevuld met 7° tot 13°, luidend als volgt:

« 7° het Agentschap : het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen), zoals ingevoegd bij artikel 2 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

8° Waals platform: Waals elektronisch uitwisselingsplatform van de gezondheidsgegevens, vallend onder de bevoegdheden van het Gewest, erkend bij de artikelen 418/3 tot en met 418/14 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

9° op het Waalse platform aangesloten zijn : minstens één samengevat elektronisch gezondheidsdossier in de brandkoffer van het Waals platform gepubliceerd hebben;

10° gelabeld elektronisch medisch dossier : het dossier beheerd volgens de criteria van het koninklijk besluit van 6 februari 2003 tot bepaling van de voorwaarden en de modaliteiten overeenkomstig dewelke de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen een financiële tegemoetkoming verleent aan de artsen voor het gebruik van telematica en het elektronisch beheer van medische dossiers;

11° globaal medisch dossier : het gedetailleerd dossier van een patiënt waarin de huisarts alle belangrijke informatie en alle medische gegevens in verband met diens gezondheid bewaart;

12° de Minister: het Waals regeringslid bevoegd voor gezondheid;

13° huisartsenkringen : de huisartsenkringen, erkend op grond van het koninklijk besluit van 8 juli 2002 tot vaststelling van de opdrachten verleend aan huisartsenkringen. ".

Art. 3. De artikelen 2 en 3 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 4. § 1. De tussenkomst van het Impulsfonds bestaat in de eenmalige toekenning van een bedrag van 20.000 euro voor een nieuwe installatie van een huisarts in een individuele praktijk of in een groepering in een gemeente van het Franse taalgebied dat beantwoordt aan de criteria en volgens de modaliteiten vastgelegd in de bepaling van lid 2.

De installatie gebeurt in een gemeente die aan één van de volgende criteria beantwoordt :

1° het gaat om een zone afgebakend in het kader van het grootstedenbeleid zoals gedefinieerd in de bijlage bij het koninklijk besluit van 4 juni 2003 tot vastlegging van de zones voor positief grootstedelijk beleid in uitvoering van artikel 145²⁵, tweede lid, van het Wetboek van inkomstenbelastingen 1992 in zijn versie in werking op 31 december 2011;

2° het gaat om een gemeente met :

a) ofwel minder dan 90 huisartsen per 100 000 inwoners;

a) ofwel minder dan 125 huisartsen per km² en minder dan 120 huisartsen per 100 000 inwoners;

c) ofwel minder dan 75 huisartsen per km² en minder dan 180 huisartsen per 100 000 inwoners.

In afwijking van lid 1 wordt de tussenkomst vastgesteld op 25.000 euro indien de nieuwe installatie gelegen is in:

a) ofwel een gemeente waarvan de artsendichtheid lager is dan 50 huisartsen per 100 000 inwoners, ongeacht de bevolkingsdichtheid;

b) ofwel een gemeente waarvan enerzijds de artsendichtheid lager is dan 90 huisartsen per 100 000 inwoners en anderzijds de bevolkingsdichtheid lager is dan 125 inwoners per km²;

b) ofwel een gemeente waarvan enerzijds de artsendichtheid lager is dan 120 huisartsen per 100 000 inwoners en anderzijds de bevolkingsdichtheid lager is dan 75 inwoners per km².

§ 2. De lijst van de gemeenten waar de installatie het voorwerp kan uitmaken van de toekenning van het bedrag bedoeld in paragraaf 1 van dit artikel wordt door het Agentschap vastgesteld op grond van hierboven omschreven criteria.

Het Agentschap maakt genoemde lijst voor 15 februari over aan de huisartsenkringen.

Binnen de dertig dagen volgend op die kennisgeving kunnen de huisartsenkringen een gemotiveerde aanvraag indienen waaruit blijkt dat er factoren bestaan die de raming van de medische dichtheid aanzienlijk wijzigen en die door de criteria niet in overweging zouden zijn genomen en die het statuut van een gemeente, gelegen in hun zone, zouden kunnen wijzigen.

De aanvraag tot afwijking wordt aan het Agentschap gericht, dat dan het dossier behandelt.

De Minister beslist over de aanvraag binnen de veertig dagen na ontvangst van de aanvraag.”.

Art. 5. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het woord “zones” wordt telkens vervangen door het woord “gemeenten”;

b) het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 6. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de paragrafen 1 en 2 worden opgeheven;

b) in paragraaf 3 wordt het woord “zone” telkens vervangen door het woord “gemeente”.

Art. 7. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 8. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

« § 1. Een individueel erkende huisarts of een erkende huisarts die deel uitmaakt van een groepering kan aanspraak maken op de tegemoetkoming bedoeld in artikel 8 voor zover bedoelde huisarts of de groepering gebruik maakt van een gelabeld elektronisch medisch dossier en aangesloten is op het Waals platform;”;

2° in paragraaf 2 wordt de volzin “Het schriftelijk samenwerkingsakkoord tussen de huisartsen van de groepering bedoeld in paragraaf 1 moet minstens de volgende modaliteiten regelen: ” vervangen door de de volzin “De schriftelijke overeenkomst gesloten tussen de huisartsen van de groepering bedoeld in paragraaf 1 moet minstens de volgende modaliteiten regelen: ”;

3° in paragraaf 2, 5°, worden de woorden “het samenwerkingsakkoord” vervangen door de woorden “de overeenkomst”.

Art. 9. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden “30 juni” vervangen door de woorden “31 mei”;

2° in paragraaf 1 wordt, in de Franse versie, het woord “écoulée” vervangen door het woord “précédente”;

3° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt:

« § 4. Het Agentschap kan de toepassingsmodaliteiten bepalen volgens dewelke aan de individuele erkende huisarts wordt gevraagd een bewijs te leveren van de betaling van de lonen en de sociale zekerheidsbijdragen, evenals een verklaring op erewoord of het bewijs dat de individuele erkende huisarts een gelabeld elektronisch dossier gebruikt en aangesloten is op het Waalse platform.

Het Agentschap bepaalt de inhoud en de vorm van een aanvraagformulier dat bij het indienen van de in paragrafen 2 en 3 bedoelde aanvraag gebruikt moet worden. ».

Art. 10. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden “een groepering” vervangen door de woorden “van de huisartsen die deel uitmaken van een groepering”;

2° in paragraaf 1 worden de woorden “30 juni” vervangen door de woorden “31 mei”;

1° in paragraaf 1 worden, in de Franse versie, de woorden “ce regroupement” vervangen door de woorden “ce groupement”;

4° in paragraaf 1 wordt, in de Franse versie, het woord “écoulée” vervangen door het woord “précédente”;

5° in paragraaf 2 worden de woorden “een groepering” vervangen door de woorden “de huisartsen die deel uitmaken van een groepering”;

6° in paragraaf 2, 1°, worden de woorden “het in artikel 9, § 2, vermelde schriftelijk samenwerkingsakkoord” vervangen door de woorden “de in artikel 9, § 2, vermelde schriftelijke overeenkomst”;

7° in paragraaf 1 worden de woorden “van de groepering” vervangen door de woorden “die deel uitmaken van de groepering” en, in de Franse versie, de woorden “par le regroupement” door de woorden “par le groupement”;

8° in paragraaf 3 worden, in de Franse versie, de woorden “par le regroupement” vervangen door de woorden “par le groupement”;

9° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt:

« § 4. Het Agentschap kan de toepassingsmodaliteiten bepalen volgens dewelke aan de groepering wordt gevraagd:

1° een bewijs te leveren van de betaling van de lonen en de sociale zekerheidsbijdragen;

2° een verklaring op erewoord te leveren dat de erkende huisartsen van de groepering gebruik maken van een gelabeld elektronisch medisch dossier en aangesloten zijn op het Platform.

Het Agentschap bepaalt de inhoud en de vorm van een aanvraagformulier dat bij het indienen van de in paragrafen 2 en 3 bedoelde aanvraag gebruikt moet worden. ».

Art. 11. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, 1°, worden de woorden "6.047 euro" vervangen door de woorden "6.300 euro";

2° in paragraaf 1, 2°, worden de woorden "bij een samenwerkingsakkoord" vervangen door de woorden "wanneer het een samenwerkingsakkoord betreft" en worden de woorden "6.047 euro" vervangen door de woorden "6.300 euro", worden, in de Franse versie, de woorden "au sein du regroupement" vervangen door de woorden "au sein du groupement" en worden de woorden "het samenwerkingsakkoord" vervangen door de woorden "de overeenkomst";

3° in paragraaf 2 van de Franse versie wordt het woord "regroupement" vervangen door het woord "groupement";

4° in paragraaf 3, lid 2, worden, in de Franse versie, de woorden "si un regroupement" vervangen door de woorden "si un groupement";

5° in paragraaf 4 worden de woorden "30 juni" telkens vervangen door de woorden "31 mei".

Art. 12. In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden, in de Franse versie, de woorden "du regroupement" vervangen door de woorden "du groupement" en dit lid wordt aangevuld met onderstaande volzin: "Een individueel erkende huisarts of een erkende huisarts die deel uitmaakt van een groepering kan aanspraak maken op de tegemoetkoming bedoeld in hoofdstuk 4 voor zover bedoelde huisarts of de groepering gebruik maakt van een gelabeld elektronisch medisch dossier en aangesloten is op het Waals platform";

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 13. In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden « 30 juni » vervangen door de woorden "31 mei" en wordt het woord "afgelopen" vervangen door het woord "vorige";

2° in paragraaf 2, 3°, worden de woorden "het schriftelijk samenwerkingsakkoord bedoeld in artikel 9, § 2," vervangen door de woorden "de in artikel 9, § 2, bedoelde schriftelijke overeenkomst";

3° het wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

" § 4. Het Agentschap kan de toepassingsmodaliteiten bepalen volgens dewelke aan de individuele erkende huisarts of aan de huisarts die deel uitmaakt van een groepering wordt gevraagd een bewijs te leveren van de betaling van de lonen en de sociale zekerheidsbijdragen, evenals een verklaring op erewoord of het bewijs dat de individuele huisarts een gelabeld elektronisch dossier gebruikt en in verbinding staat met het Waalse platform."

Art. 14. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1, 1°, worden de woorden "3.474 euro" vervangen door de woorden "3.700 euro";

b) in lid 1, 2°, worden de woorden "3.474 euro" vervangen door de woorden "3.700 euro" en worden de woorden "het samenwerkingsakkoord" vervangen door de woorden "de overeenkomst";

c) het wordt aangevuld met een lid 2, luidend als volgt:

« De bedragen bedoeld in lid 1, 1° en 2°, worden jaarlijks op 1 januari aangepast aan de evolutie, tussen de 31° mei van het voorlaatste jaar en de 31° mei van het voorgaande jaar, van de waarde van de gezondheidsindex bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 8 december 1997 tot bepaling van de toepassingsmodaliteiten voor de indexering van de prestaties in de regeling van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging.".

Art. 15. In hetzelfde besluit wordt een als volgt luidend hoofdstuk 4/1 ingevoegd, bevattende artikel 16/1:

« HOOFDSTUK IV/1 - Controle

Art. 16/1. De kwalitatieve evaluatie en de financieel en administratieve controle van de aanwending van de tegemoetkoming van het Impulsfonds door de in aanmerking komende huisartsen worden uitgeoefend door de ambtenaren en personeelsleden die het Agentschap aanwijst.

Ze hebben vrije toegang tot de lokalen van de hoofdbedrijfszetel en hebben het recht om ter plaatse de stukken en documenten te raadplegen die ze nuttig achten om hun opdracht te vervullen."

Art. 16. De artikelen 17 tot 19 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 17. Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 20. Om ontvankelijk te zijn, wordt de tegemoetkomingsaanvraag voor het Impulsfonds ingediend door een arts die voldoet aan de erkenningsvoorwaarden bedoeld in artikel 1, § 2, 1°, en die de formaliteiten vervuld heeft in verband met zijn identificatie, vereist door het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering."

Art. 18. Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 21. De aanvraag tot tegemoetkoming door het Impulsfonds wordt uitsluitend aan het Agentschap overgemaakt."

Art. 19. In artikel 22 van hetzelfde besluit worden de woorden "of een groepering" vervangen door de woorden "of de huisarts die deel uitmaakt van de groepering".

Art. 20. In hetzelfde besluit wordt een artikel 22/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 22/1. De Minister kan overeenkomsten sluiten met één of meerdere steunverlenende structuren met het oog op een administratieve en gepersonaliseerde begeleiding van de potentiële tegemoetkomingsgerechtigden van het Impulsfonds."

Art. 21. Dit besluit treedt in werking de tiende dag na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, uitgezonderd artikel 5, dat in werking treedt vijf jaar na de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 22. De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 juli 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT